

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

Convention collective de travail du 13 septembre 2010.

Convention collective de travail relative à l'intervention dans les frais relatifs à l'obtention du permis C et/ou CE et/ou la qualification de base du chauffeur professionnel C et les examens légaux suivant à cette formation des travailleurs étant ou entrant en service d'entreprises appartenant au sous-secteur du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et au sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers.

CHAPITRE I – Champs d'application

Article 1

§1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Commission Paritaire du transport et de la logistique et appartenant aux sous-secteurs du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et/ou au sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers ainsi qu'à leurs travailleurs, conformément à l'arrêté royal du 7 mai 2007, modifiant l'arrêté royal du 13 mars 1973 instituant la Commission paritaire du transport et fixant sa dénomination et sa compétence et l'arrêté royal du 6 avril 1995 instituant la Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et des branches d'activités connexes et fixant sa dénomination et sa compétence (paru au Moniteur belge du 31.05.2007).

§2. Par sous-secteur du transport de choses par voie terrestre pour compte de

tiers", on entend les employeurs qui ressortissent à la Commission Paritaire du transport et de la logistique et qui effectuent :

1°. Le transport de choses par route pour compte de tiers au moyen d'un véhicule motorisé ou non pour lequel une autorisation de transport délivrée par l'autorité compétente est exigée;

2°. Le transport de choses par route pour compte de tiers au moyen d'un véhicule motorisé ou non pour lequel une autorisation de transport n'est pas exigée;

3°. La location avec chauffeur de véhicules motorisés ou non destinés au transport de marchandises par voie terrestre, véhicules pour lesquels une autorisation de transport délivrée par l'autorité compétente est exigée ;

4°. La location avec chauffeur de véhicules motorisés ou non destinés au transport de marchandises par voie terrestre, véhicules pour lesquels une autorisation de transport n'est pas exigée;

Pour l'application de cette convention collective de travail, les taxis-camionnettes, à savoir les véhicules dont la charge utile est égale ou inférieure à 500 kilogrammes et équipés d'un taximètre, sont considérés comme des véhicules pour lesquels une autorisation de transport n'est pas exigée.

CHAPITRE II – Définitions

Article 2

Pour l'application de la présente convention, on entend par :

« Fonds Social », le « Fonds Social du Transport de Marchandises et des activités connexes pour compte de tiers » institué par la convention collective de travail du 19 juillet 1973 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds Social pour le transport de choses par véhicules automobiles » et fixant ses statuts, rendue obligatoire par Arrêté Royal du 5 décembre 1973 (Moniteur belge du 15 janvier 1974), modifiée par la convention collective de travail du 8 juillet 1993, rendue obligatoire par Arrêté Royal du 5 avril 1994 (Moniteur belge du 16 juin 1994) et modifiée par la convention collective de travail du 15 mai 1997 portant modification de la dénomination du « Fonds Social pour le transport de choses par véhicules automobiles » en « Fonds Social du Transport de Marchandises et des activités connexes pour compte de tiers », rendue obligatoire par Arrêté Royal du 25 novembre 1999 (Moniteur belge du 28 décembre 1999), modifiée par la convention collective de travail du 27 septembre 2004, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 août 2005 (MB 23 novembre 2005), modifiée par la convention collective du 16 octobre 2007 portant modification de la dénomination du « Fonds Social du transport de marchandises et des activités connexes pour compte de tiers » en « Fonds Social Transport et Logistique ».

CHAPITRE III – Intervention dans les frais relatifs à l'obtention du permis C et/ou CE et/ou la qualification de base pour le chauffeur professionnel C

Article 3

Dans le cadre de cette CCT des droits aux interventions peuvent être prévus pour les employeurs visés à l'article 1 § 2 et § 3 pour obtention du permis C et/ou CE et/ou la qualification de base pour le chauffeur professionnel C et les examens légaux suivant à cette formation pour les travailleurs visés à l'article 1 § 4 qui étaient déjà en service comme ouvrier ou qui sont entrés en service comme conducteur de poids lourd après l'obtention de leur permis de conduire et/ou de leur qualification de base C.

Article 3bis

Si l'on constate que les frais sont (partiellement) récupérés auprès du travailleur, l'employeur est déchu de son droit à l'intervention.

Article 3ter

Si le Fonds Social constate que l'employeur réclame le remboursement (partiel) des frais de l'obtention du permis de conduire et/ou la qualification de base pour le chauffeur professionnel C de son travailleur, après avoir reçu le paiement de l'intervention du Fonds Social, il est tenu de rembourser l'intervention obtenue du Fonds Social à celui-ci.

4

§3. Par "sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers", on entend les employeurs qui ressortissent à la Commission Paritaire du transport et de la logistique et qui, en dehors des zones portuaires :

1° effectuent toute manutention de choses pour compte de tiers en vue de leur transport et/ou consécutive au transport, peu importe le mode de transport utilisé ;

2° et/ou fournissent les services logistiques en vue du transport de choses pour compte de tiers et/ou faisant suite au transport de choses pour compte de tiers, peu importe le mode de transport utilisé.

Par « activités logistiques », on entend : réception, stockage, pesage, conditionnement, étiquetage, préparation de commandes, gestion des stocks ou expédition de matières premières, biens ou produits aux différents stades de leur cycle économique, sans que ne soient produits de nouvelles matières premières, biens ou produits semi-finis ou finis.

Par "pour le compte de tiers" il faut entendre : la réalisation d'activités logistiques pour le compte d'autres personnes morales ou physiques et à condition que les entreprises qui exercent pour le compte de tiers des activités logistiques ne deviennent à aucun moment propriétaires des matières premières, biens ou produits concernés.

Sont assimilées aux entreprises qui exercent pour le compte de tiers des activités logistiques, les entreprises qui achètent auprès d'entreprises liées du groupe des matières premières, biens ou produits et vendent ces matières premières, biens ou produits aux entreprises liées du groupe et pour autant que ces matières premières, biens ou produits fassent en outre l'objet d'activités logistiques.

Par "groupe d'entreprises liées", on entend les entreprises liées qui répondent, en outre, aux conditions fixées à l'article 11, 1° de la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés.

La Commission paritaire du transport et de la logistique n'est pas compétente pour les entreprises qui exercent pour le compte de tiers exclusivement des activités logistiques et les entreprises assimilées lorsque ces activités logistiques constituent un élément indissociable d'une activité de production ou de commerce pour autant que ces activités logistiques soient reprises dans le champ de compétence d'une commission paritaire spécifique.

§4. Par « travailleurs ». on entend: les ouvriers et ouvrières du personnel roulant et non roulant des entreprises susmentionnées, déclarés dans la catégorie ONSS 083.

CHAPITRE IV – Montant de l'intervention

Article 4

Les montants des interventions sont déterminés comme suit :

Formation et examens légaux pour l'obtention du permis C : 700,- €.

Formation et examens légaux pour l'obtention du permis CE : 950,- €.

Qualification de base (respectivement qualification complémentaire) pour chauffeur professionnel C : 500,- €.

Les montants des interventions sont valables pour la durée de la CTT et pourront être évalués annuellement.

L'intervention est néanmoins fait à base des frais prouvés et ne dépassera jamais les montants cumulables mentionnés ci-dessus.

CHAPITRE V – Paiement de l'intervention

Article 5

Le Conseil d'Administration du Fonds Social est chargé de :

1° fixer la procédure d'introduction des demandes de paiement de l'intervention visée à l'article 3 de cette convention.

2° déterminer les modalités de paiement de l'intervention visée à l'article 3 de cette convention.

Article 6

Le Fonds Social prend en charge les montants de l'intervention visée à l'article 3 et déterminée à l'article 4 de cette convention.

Ces interventions seront imputées à la cotisation patronale destinée à la formation permanente.

CHAPITRE VI – Durée de validité

Article 7

§ 1. La présente CCT remplace la CCT du 26.05.2008 relative à l'intervention dans les frais relatifs à l'obtention du permis C et/ou CE des ouvriers dans le sous-secteur du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et le sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers, ainsi que la CCT du 26.05.2008 relative à l'intervention dans les frais relatifs à l'obtention du permis C et/ou CE des ouvriers entrant en service d'entreprises appartenant au sous-secteur du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et au sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers.

§2. Elle sort ses effets le 1 juillet 2010 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2011.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER EN DE LOGISTIEK

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 september 2010

Collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de tussenkomst in de kosten voor het behalen van het rijbewijs C en/of CE en/of de basiskwalificatie voor beroepschauffeur C en de op deze opleiding volgende wettelijke examens van de werknemers die in dienst zijn of treden van ondernemingen behorend tot de subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden.

HOOFDSTUK I – Toepassingsgebied

Artikel 1

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers ressorterend onder het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek en behorend tot de subsectoren voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en/of tot de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden alsook op hun werknemers, conform het Koninklijk Besluit van 7 mei 2007 tot wijziging van het Koninklijk Besluit van 13 maart 1973 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het vervoer en van het Koninklijk Besluit van 6 april 1995 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de aanverwante bedrijfstakken (verschenen in het Belgisch Staatsblad van 31.05.2007).

§ 2. Onder “subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden”, wordt bedoeld de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek en die zich inlaten met:

1°. Het goederenvervoer over de weg voor rekening van derden door middel van een voertuig met of zonder motor voor hetwelk een vervoervergunning vereist is welke door de bevoegde overheid afgeleverd werd.

2°. Het goederenvervoer over de weg voor rekening van derden door middel van een voertuig met of zonder motor voor hetwelk geen vervoervergunning vereist is.

3°. Het verhuren met chauffeur van voertuigen met of zonder motor bestemd voor het goederenvervoer ten lande, voertuigen voor dewelke een vervoervergunning vereist is welke door de bevoegde overheid afgeleverd werd.

4°. Het verhuren met chauffeur van voertuigen met of zonder motor bestemd voor het goederenvervoer ten lande, voertuigen voor dewelke geen vervoervergunning vereist is.

CAO tussenkomst rijbewijzen en beroepskwalificatie C – zowel nieuwe als oude werknemers samen – versie 02-09-2010.doc

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden de taxibestelwagens, met name de voertuigen waarvan het laadvermogen gelijk is aan of kleiner is dan 500 kilogrammen en uitgerust met een taximeter, beschouwd als voertuigen voor dewelke geen vervoervergunning vereist is.

§3. Onder “subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden”, wordt bedoeld de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek en die, buiten de havenzones, zich inlaten met :

1° alle behandeling van goederen voor rekening van derden ter voorbereiding van het vervoer en/of ter afwerking van het vervoer, ongeacht het gebruikt vervoermiddel;

2° en/of alle logistieke diensten ter voorbereiding van het vervoer van goederen voor rekening van derden en/of ter afwerking van dit vervoer, ongeacht het gebruikte vervoermiddel.

Onder “logistieke activiteiten” wordt verstaan: ontvangst, opslag, weging, verpakking, etikettering, voorbereiding van bestellingen, beheer van voorraden of verzending van grondstoffen, goederen of producten in de verschillende stadia van hun economische cyclus, zonder dat er nieuwe halfafgewerkte of afgewerkte producten worden voortgebracht.

Onder “voor rekening van derden “ wordt verstaan : het uitvoeren van logistieke activiteiten voor andere natuurlijke of rechtspersonen en onder voorwaarde dat de ondernemingen die voor rekening van derden logistieke activiteiten uitoefenen op geen enkel ogenblik eigenaar van de betrokken grondstoffen, goederen of producten worden.

Met “ondernemingen die voor rekening van derden logistieke activiteiten uitoefenen” worden gelijkgesteld de ondernemingen die bij verbonden vennootschappen van de groep grondstoffen, goederen of producten aankopen en deze grondstoffen, goederen of producten verkopen aan verbonden vennootschappen van de groep en in zoverre deze grondstoffen, goederen of producten tevens het voorwerp zijn van logistieke activiteiten.

Onder “een groep van verbonden vennootschappen” wordt verstaan de verbonden vennootschappen die tevens voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 11,1° van de wet van 7 mei 1999 betreffende het Wetboek van vennootschappen.

Het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek is niet bevoegd voor de ondernemingen die voor rekening van derden uitsluitend logistieke activiteiten uitoefenen en de daarmee gelijkgestelde ondernemingen wanneer deze logistieke activiteiten een onlosmakelijk onderdeel vormen van een productie- of handelsactiviteit waarbij deze logistieke activiteiten opgenomen zijn in de bevoegdheid van een specifiek paritair comité.

§4. Onder “werknemers” wordt verstaan de arbeiders en arbeidsters van zowel het rijdend als het niet-rijdend personeel van bovengenoemde ondernemingen, aangegeven in de RSZ-categorie 083.

HOOFDSTUK II – Begrippen

Artikel 2

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt bedoeld onder :

“Sociaal Fonds” : het “Sociaal Fonds Transport en Logistiek” opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juli 1973 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd “Sociaal Fonds voor het vervoer van goederen met motorvoertuigen” en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen bindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 5 december 1973 (Belgisch Staatsblad van 15 januari 1974), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 1993, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 5 april 1994 (Belgisch Staatsblad van 16 juni 1994) en gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997, houdende wijziging van de benaming van het “Sociaal Fonds voor het vervoer van goederen met motorvoertuigen” in “Sociaal Fonds voor het Goederenvervoer en aanverwante activiteiten voor rekening van derden” en wijziging van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 25 november 1999 (Belgisch Staatsblad van 28 december 1999), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 september 2004, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 10 augustus 2005 (BS 23 november 2005), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 oktober 2007 betreffende de wijziging van de benaming van het “Sociaal Fonds voor het goederenvervoer en aanverwante activiteiten voor rekening van derden” in “Sociaal Fonds Transport en Logistiek”.

HOOFDSTUK III – Tussenkost in de kosten voor het behalen van het rijbewijs C en/of CE en/of de basiskwalificatie voor beroepschauffeur C

Artikel 3

In het kader van deze CAO kunnen voor de werkgevers bedoeld in artikel 1 § 2 en § 3 recht op tussenkomsten worden voorzien voor het behalen van het rijbewijs C en/of CE en/of de basiskwalificatie voor beroepschauffeur C en de op deze opleiding volgende wettelijke examens van hun werknemers bedoeld in artikel 1 § 4 die reeds in dienst waren als arbeider of in dienst traden als vrachtwagenchauffeur na het behalen van hun rijbewijs en/of basiskwalificatie C.

Artikel 3bis.

Indien vastgesteld wordt dat (een deel van) de kosten bij de werknemer gerecupereerd zijn, vervalt het recht op tussenkomst voor de werkgever.

Artikel 3ter

Als het Sociaal Fonds vaststelt dat een werkgever na uitbetaling van de tussenkomst door het Fonds toch nog een terugbetaling voor (een deel van) de kosten van het behalen van het rijbewijs en/of de basiskwalificatie C van zijn werknemer vordert, dient hij de bekomen tussenkomst van het Sociaal Fonds alsnog aan deze laatste terug te betalen.

HOOFDSTUK IV – Bedrag van de tussenkomst

Artikel 4

De bedragen van de tussenkomsten worden vastgelegd als volgt :

Opleiding en wettelijke examens voor het behalen van een rijbewijs C : 700,- €.

Opleiding en wettelijke examens voor het behalen van een rijbewijs CE : 950,- €.

Basiskwalificatie (respectievelijk aanvullende kwalificatie) voor beroepschauffeur C : 500,- €.

De bedragen van de tussenkomsten zijn geldig voor de duur van de CAO en zullen jaarlijks kunnen worden herzien.

De tussenkomst gebeurt evenwel voor bewezen kosten en bedraagt nooit meer dan de hierboven vermelde, cumuleerbare bedragen.

HOOFDSTUK V – Betaling van de tussenkomst

Artikel 5

De Raad van Beheer van het Sociaal Fonds is belast met :

1° het vaststellen van de procedure tot indiening van de uitbetalingsaanvragen van de tussenkomsten bedoeld in artikel 3 van deze overeenkomst.

2° het bepalen van de uitbetalingsmodaliteiten van de tussenkomsten bedoeld in artikel 3 van deze overeenkomst.

Artikel 6

Het Sociaal Fonds neemt de bedragen van de tussenkomsten bedoeld in artikel 3 en bepaald in artikel 4 van deze overeenkomst ten laste.

Deze tussenkomsten worden aangerekend op de patronale bijdrage bestemd voor de voortgezette vorming.

HOOFDSTUK VI – Geldigheidsduur

Artikel 7

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de CAO van 26.05.2008 betreffende de tussenkomst in de kosten voor het behalen van het rijbewijs C en/of CE van de arbeiders in de subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden, alsook de CAO van 26.05.2008 betreffende de tussenkomst in de kosten voor het behalen van het rijbewijs C en/of CE van de arbeiders die in dienst treden van ondernemingen behorend tot de subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden.

§2. Zij is geldig van 1 juli 2010 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2011.

CAO tussenkomst rijbewijzen en beroepskwalificatie C – zowel nieuwe als oude werknemers samen – versie 02-09-2010.doc